

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/France-Un-debat-national-sur-l>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue de presse > **France - Un débat national sur l'énergie s'ouvrira le 18 mars.**

**8 janvier 2003**

## France - Un débat national sur l'énergie s'ouvrira le 18 mars.

PARIS, 8 janvier (Reuters) - Un débat national sur les énergies, promesse électorale de Jacques Chirac, s'ouvrira le 18 mars en vue de cerner l'évolution de la demande d'énergie et de préparer la politique énergétique de la France pour les trente prochaines années.

Six rencontres sont prévues au niveau national, complétées d'actions de communication à partir de la mi-février à destination du grand public, a précisé mercredi Jean-François Copé, porte-parole du gouvernement, lors du compte rendu du conseil des ministres.

La session d'ouverture se déroulera le 18 mars à Paris. Des réunions suivront à Strasbourg, Nice, Bordeaux et Rennes. Un colloque de clôture est prévu les 23 et 24 mai à Paris.

Un site internet est disponible sur le sujet à compter de ce mercredi : ([www.debat-energie.gouv.fr](http://www.debat-energie.gouv.fr)).

Un comité de sages, nommé par le gouvernement, "veillera à la pluralité et à l'équilibre du débat". Il sera composé du sociologue Edgar Morin, de Pierre Castillon, fondateur de l'Académie des technologies, et du journaliste scientifique de M6 Mac Lesggy. Un comité consultatif regroupant des élus et des représentants de la société civile les assistera.

Une mission parlementaire sur l'énergie sera par ailleurs confiée au député UMP du Rhône Jean Besson.

Les conclusions de ce débat "viendront nourrir le projet de loi d'orientation sur les énergies que le gouvernement déposera au parlement au deuxième semestre de 2003", a indiqué Jean-François Copé. Dans un communiqué, le réseau Sortir du nucléaire a dénoncé "une consultation truquée et une parodie de démocratie".

Le réseau s'appuie sur la déclaration de politique générale prononcée par Jean-Pierre Raffarin le 3 juillet devant l'Assemblée nationale. Le Premier ministre avait alors annoncé aux députés l'ouverture de ce débat et la loi d'orientation subséquente qui, avait-il dit, "consacrera un rôle accru pour les énergies renouvelables, mais aussi une place reconnue pour l'énergie nucléaire". "Comment donner du crédit à un débat qui écarte par avance toute discussion sur la sortie du nucléaire ?", s'interroge le

réseau, qui annonce des manifestations devant les sites des rencontres prévues par le gouvernement.